

Brochure n° 3179

Convention collective nationale

IDCC : 1534. – **ENTREPRISES DE L'INDUSTRIE
ET DES COMMERCE EN GROS DES VIANDES**

■ *Journal officiel* du 4 mars 2010

**Arrêté du 24 février 2010 portant extension d'un avenant à la
convention collective nationale des entreprises de l'industrie et
des commerces en gros des viandes (n° 1534)**

NOR : MTST1005479A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1971 et les arrêtés successifs, notamment
l'arrêté du 18 décembre 2009, portant extension de la convention collective
nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes
du 20 février 1969, mise à jour par accord du 9 novembre 1988, et des textes
qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant n° 75 du 17 mars 2009 relatif à revalorisation du barème des
salaires minima et du barème d'ancienneté, à la convention collective sus-
visée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 27 juin 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu les avis motivés de la Commission nationale de la négociation collec-
tive (sous-commission des conventions et accords) rendu lors des séances du
2 octobre 2009 et du 15 décembre 2009,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes du 20 février 1969, mise à jour par accord du 9 novembre 1988, tel que modifié par l'avenant n° 49 du 2 juillet 1996 et l'avenant n° 70 du 8 avril 2008, les dispositions de l'avenant n° 75 du 17 mars 2009 relatif à revalorisation du barème des salaires minima et du barème d'ancienneté, à la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail, qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 février 2010.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

J.-D. COMBRELLE

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/23, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, Paris (7^e).